

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 25 JUIN 2024**

<b>OBJET : INSTAURATION DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE COMPLÉMENTAIRE POUR ÉLECTIONS (IFCE)</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 19 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq juin à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Sabrina FITO à Mme Christine BÉNET, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à M. Alain-Marc GARCIA, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, M. Thierry DENARD à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bérengère LÉCÉA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240625-2024-077-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024  
Publication : 02/07/2024

Pour le Maire



Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et L.2121-29 ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.714-4 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962, modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2014 modifié fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'instaurer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) aux agents ayant accompli des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, en déterminant le crédit global affecté à cette indemnité.

Considérant que l'IFCE fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulières et que seuls les agents employés par une commune sont susceptibles de la percevoir.

Lors des élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendum, certains agents municipaux sont amenés à effectuer des heures supplémentaires (tenue des bureaux de vote, montage et démontage du matériel, organisation et logistique des scrutins). Ces travaux supplémentaires effectués par les agents lors de ces consultations électorales peuvent être compensés de trois manières différentes :

- Soit en récupérant le temps de travail effectué,
- Soit par le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- Soit pour les autres, par la perception de l'indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (I.F.C.E.).

Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A ne peuvent bénéficier de l'I.H.T.S. et ne peuvent percevoir que l'I.F.C.E. pour leur participation aux scrutins électoraux.

Le montant de référence est celui de l'IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie auquel est appliqué le coefficient qui peut être fixé entre 0 et 8 multiplié par le nombre de bénéficiaires relevant de la catégorie A (Attaché territorial).

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'instituer** selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret 2002-63, l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections et de préciser que le montant de référence de calcul sera celui de l'I.F.T.S. de 2<sup>ème</sup> catégorie assortie d'un coefficient 8.

**2/ D'étendre** le bénéfice de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections aux agents contractuels de droit public de la commune selon les mêmes conditions et modalités que celles applicables aux fonctionnaires des grades et fonctions de référence.

**3/ D'autoriser** le Maire à fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections.

**4/ D'autoriser** la réalisation du paiement de cette indemnité après chaque tour de consultations électorales.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**Et décide :**

**1/ D'instituer** selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret 2002-63, l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections et de préciser que le montant de référence de calcul sera celui de l'I.F.T.S. de 2<sup>ème</sup> catégorie assortie d'un coefficient 8.

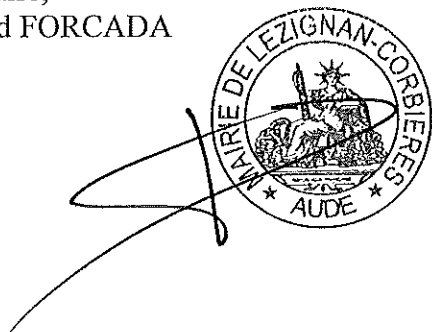
**2/ D'étendre** le bénéfice de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections aux agents contractuels de droit public de la commune selon les mêmes conditions et modalités que celles applicables aux fonctionnaires des grades et fonctions de référence.

**3/ D'autoriser** le Maire à fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections.

**4/ D'autoriser** la réalisation du paiement de cette indemnité après chaque tour de consultations électorales.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,  
Béregère LÉCÉA

